

Election législative du 12 mars 1978

Henri MARTIN

*Maire adjoint d'Issoudun**Membre du Comité Central du Parti Communiste Français*

Candidat du Parti Communiste Français POUR L'UNION ET LE CHANGEMENT

Remplaçant éventuel : **Jean DUTHOIT***Maire adjoint de Saint-Georges-sur-Arnon*

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

La France connaît maintenant la situation catastrophique que vous vivez tous les jours : injustice, chômage, misère, gâchis, illégalité. Les hommes au pouvoir, **ceux de la droite, ne veulent ni ne peuvent rien changer** pour les ouvriers et les paysans, les artisans, les femmes, les jeunes, tous ceux qui font la France par leur travail.

C'est cette politique d'austérité qui plonge le pays dans la crise. Il faut en sortir.

IL FAUT LE CHANGEMENT

Pour cela il est indispensable de relancer le seul débouché vraiment sûr et vaste de l'économie française : le marché intérieur. Cela exige une grande politique de progrès social : relèvement des salaires (SMIC à 2.400 F par mois en avril 1978), des allocations familiales (50 % tout de suite), des pensions vieillesse, remboursements de la Sécurité Sociale relevés à 80 % et 100 % tout de suite, véritable garantie d'emploi et de reclassement, droit à la retraite avec pension complète à 60 et 55 ans, etc.

Pour réaliser vraiment cette politique sociale, il faut les moyens. Sinon, il n'y a que fausses promesses.

Pour cela, il faut **faire payer les riches**. Ceux qui possèdent, rien qu'en Suisse, deux fois ce qu'il faut pour appliquer tout le Programme Commun. Il faut faire payer aux Sociétés un vrai impôt sur le capital au-delà de 2 millions nouveaux. Il faut un impôt sur la fortune.

Il faut arrêter le gâchis. Et pour cela, il est indispensable de **nationaliser les 9 grands groupes** prévus par le Programme Commun, en élargissant les droits des travailleurs dans le sens de l'auto-gestion.

IL FAUT LES MOYENS

Avec ces nationalisations, notre circonscription reprendrait vie : des emplois seraient créés dans la construction aéronautique grâce à la nationalisation de Dassault ; la MECI se développerait grâce à la nationalisation de la sidérurgie, de la chimie, et des groupes bancaires qui la contrôlent actuellement. La relance du pouvoir d'achat bénéficierait aux petites industries de la confection, de l'alimentation, au bâtiment, avec l'aide du crédit nationalisé.

Il est tout aussi indispensable de **faire respecter et d'élargir les droits des citoyens et de leurs élus** ; d'écarter la tutelle étouffante des préfets et du Ministère de l'Intérieur sur les communes,

les départements, les régions, et d'élargir leurs moyens ; d'employer l'argent de l'Etat aux services utiles : éducation, santé, logement, transports, etc.

Il faut, pour que tout cela réussisse, que les Français soient maîtres chez eux. La politique de la France ne doit être décidée ni à Washington, ni à Moscou, ni à Bruxelles, ni à Bonn, mais à Paris.

Cette politique nouvelle répond aux espoirs des Français.

Elle a été définie dans le Programme Commun de Gouvernement signé dès 1972.

NOUS VOULONS QUE VOS ESPOIRS SE RÉALISENT

Mais le Parti Socialiste s'est écarté de cette voie. Ses projets montrent, chiffres en mains, qu'il abandonne une grande partie des objectifs du Programme Commun (allocations familiales, remboursements des frais de maladie, garantie d'emploi...) et qu'il prévoit de faire payer ses promesses, non pas aux riches, mais aux travailleurs, par l'impôt et la planche à billets.

De plus, le Parti Socialiste repousse la discussion. Il dit non à la présence de Ministres Communistes au Gouvernement. Alors que, sans Ministres Communistes, ce ne serait pas le changement, mais le retour aux pires combinaisons politiciennes de la IV^e République.

NOUS VOULONS L'UNION, NOUS VOULONS L'ACCORD

Devant cette situation qui fait le jeu de la droite, notre Parti invite solennellement le Parti Socialiste à **reprendre les discussions** à tout moment.

Car la seule voie possible est celle de l'union. Aucun parti ne peut gouverner seul. Il faut donc dire franchement avec qui on va gouverner, et s'engager clairement sur un programme de gouvernement défini en commun.

Il faut donc un bon accord sur un gouvernement d'union. Un bon accord sur le programme. C'est le seul moyen de faire naître dans le pays l'élan populaire indispensable à un vote pour le changement. C'est le seul moyen de parvenir à de bons désistements, le seul moyen de remporter la victoire sur la droite.

Pour faire pencher la balance dans le sens de l'union, du changement, de la loyauté, les démocrates et patriotes de toutes opinions ont aujourd'hui un seul moyen :

voter massivement dès le 12 mars pour

Henri MARTIN

et

Jean DUTHOIT

**Candidats du Parti Communiste Français
POUR L'UNION ET LE CHANGEMENT**